

leur autonomie? Si je saisis bien la pensée du peuple canadien, il est bien déterminé à ce que jamais l'existence de sa nationalité ne repose sur la bonne volonté et la faveur d'une puissance étrangère. Au dire des critiques, nous ne devons rien à l'Angleterre, parce que sa diplomatie a été injuste à notre endroit. On cite le Maine, le Vermont, l'Orégon, l'Alaska et autres exemples de ce genre.

Je n'ai pas le temps et la Chambre n'a pas la patience de démêler l'écheveau embrouillé de la diplomatie dans ces cas et il serait inutile d'opposer simplement une contradiction et de dire qu'ils ne sont pas vrais; mes paroles n'auraient aucun poids. Je m'appuie toutefois sur une autorité qui n'est autre que l'affirmation du professeur d'histoire coloniale à l'université Queens, disant que dans la solution embrouillée de l'affaire du Maine et du Vermont il est capable de prouver que l'Angleterre a obtenu pour nous plus que nous avions le droit d'avoir. Nous avons ensuite le cas de l'Orégon. Chacun des pays prétendait avoir un droit historique et le défendait avec énergie. Vous avez souvenance, monsieur l'Orateur, qu'un grand parti est arrivé au pouvoir avec le cri de 54° : 40' ou la guerre. Il n'a pas obtenu cette frontière et il n'a pas déclaré la guerre. Le président d'alors voulait la guerre, mais il ne put obtenir l'appui du Sénat parce que les Etats-Unis soutenaient alors contre le Mexique une lutte qui nécessitait l'emploi de toute leur énergie. Ce que je tiens à établir, c'est que l'Angleterre prit cette position: nous combattrons s'il le faut, mais nous allons obtenir ce qui est juste, et le Canada l'a obtenu.

Un autre argument dont on s'est servi dans l'élection récente d'Hochelega, c'est que l'Angleterre a manqué à son devoir et au Canada au moment de la guerre de sécession en ne frappant pas un coup qui aurait écrasé le Nord. Peut-on concevoir une inconvenance plus machiavélique?

Sir WILFRID LAURIER: Très bien, très bien.

M. NICKLE: L'Angleterre n'aurait donc eu aucun égard pour les Etats-Unis, nation avec qui elle était en relations amicales, mais elle aurait été infidèle au Canada en ne violant pas toutes les lois internationales pour frapper un ami qui se trouvait dans l'embarras.

Supposons que cette politique eut été la bonne. Que deviendrait le Canada, s'il s'appuyait sur de semblables principes? Qu'arriverait-il, si l'Angleterre se trouvant dans l'embarras, d'autres nations adoptaient ces principes comme ceux d'une politique étrangère régulière et honnête?

On soulève encore une autre objection. On dit que si la politique du très honora-

M. NICKLE.

ble leader du Gouvernement triomphe, nous diviserons le Canada en deux parties et que nous aurons d'un côté Québec et de l'autre les provinces anglaises. Je ne peux pas ajouter foi à ces prophètes de mauvais présages.

Mon esprit fait un retour en arrière et s'arrête à 1775, quand les colonies américaines révoltées ont employé tous les artifices pour soustraire les Canadiens français à leur allégeance à la couronne anglaise; je me reporte par le souvenir à la guerre de 1812, alors que le sang du Canadien français a arrosé les provinces de l'Est, pour le maintien de la suprématie britannique. L'histoire nous dit comment, en 1840, les Canadiens français, alors plus nombreux que les habitants du Haut-Canada, se sont unis à nous pour obtenir un parlement unique en vue d'améliorer la situation du Canada. Si des exemples plus récents sont encore nécessaires, je n'ai pas oublié qu'en 1867 le Canada s'est uni d'un bout à l'autre du pays sans aucune voix dissidente dans les provinces pour établir la Confédération.

L'honorable député qui vient de prendre la parole a attiré l'attention sur cette particularité que nous avons tous deux l'avantage de représenter des circonscriptions qui ont élu autrefois Cartier et Macdonald et, monsieur l'Orateur, c'est pour ce motif que nous avons, ou du moins que j'ai une énorme responsabilité. Non pas qu'il s'agisse de la responsabilité d'un homme qui s'attend à jouer un grand rôle dans la politique, mais plutôt qu'à si peu de choses à accomplir. Et si mon honorable ami et moi-même représentons bien ainsi l'union de ces deux races, il n'y a donc pas d'antagonisme entre Québec et les autres provinces. Le Canada est un pays uni d'un bout à l'autre.

On peut dire qu'il existe une menace ou qu'il n'en existe pas, que la politique coloniale anglaise est ou n'est pas une bonne politique; que nous ne devons rien à l'Angleterre pour quoi que ce soit qu'elle ait fait pour nous; mais, monsieur l'Orateur, quand le dernier mot a été dit, quand le dernier argument a été mis en avant il reste à répondre dans le Parlement à cette question: l'empire britannique mérite-t-il d'être conservé? Si l'empire britannique ne vaut pas la peine d'être conservé, si son utilité a cessé d'exister, alors laissons-le imiter les autres empires du monde et tomber dans l'oubli; mais si l'empire britannique est digne d'être conservé, faisons notre part de sacrifice. Quelqu'un a dit que Rome était la mère abandonnée d'empires défunts. Mais l'Angleterre est la mère bien-aimée de nations pleines de vie. Elle a compris, comme aucun empire au monde ne l'a jamais fait, ce que devait être la protection de son grand empire.

Je ne suis pas aveugle au point de ne pas apprécier le pittoresque du nationalisme. En ma qualité d'Ecossais, mon sang se glace en songeant aux efforts accomplis par le